



François
Broche

**ILS
DÉTESTAIENT
DE GAULLE**

*Churchill, Roosevelt, vichystes,
communistes, OAS, pieds-noirs,
soixante-huitards, Mitterrand...*

ILS DÉTESTAIENT
DE GAULLE

François Broche

ILS DÉTESTAIENT DE GAULLE

*Churchill, Roosevelt, vichystes, communistes, OAS,
pieds-noirs, soixante-huitards, Mitterrand...*

Tallandier

ISBN : 979-10-210-4487-6

© Éditions Tallandier, 2020

48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris

www.tallandier.com

« Aucune figure politique du xx^e siècle n'a suscité autant de défiance, voire de haine, que Charles de Gaulle, de la part des militaires comme des civils, des militants et des intellectuels, des gens d'extrême droite aussi bien que d'extrême gauche, de certains de ses anciens partisans comme de ses adversaires de toujours... »

Sudhir Hazareesingh, *Le Mythe gaullien*,
Paris, Gallimard, 2010.

Introduction

« L'UNIQUE OBJET DE MON RESSENTIMENT... »

De l'inconvénient d'apparaître, ou d'être perçu, comme un grand homme, une icône, un mythe. On risque d'être perdant sur tous les tableaux : soit on inspire une admiration, un amour, confinant parfois au culte, soit on déclenche des critiques, des oppositions, confinant parfois à la détestation. Soit on écrit *Aimer de Gaulle*, *De Gaulle mon père*, deux *Dictionnaires amoureux*, soit on s'attache à décrire le *De Gaulle dictateur*, *De Gaulle contre le gaullisme*, *La Face cachée du gaullisme*. Dans ces deux registres, la vérité nue ne trouve pas toujours son compte. Dans celui de la détestation, il est difficile de surpasser Ferdinand Mount. Ce journaliste, politologue et romancier britannique a publié dans la *London Review of Books* du 2 août 2018 un long article, qui a été repris dans la revue (française) *Books* en mars 2019. Le titre seul est un éloquent condensé de la plupart des griefs imputés à Charles de Gaulle en trente années de vie publique : « Un illusionniste fourbe, cynique et rétrograde, faux décolonisateur, imperméable aux évolutions de son temps, peu attaché à la démocratie ». Ces outrances méritent sans doute d'être réfutées, mais aussi d'être considérées : l'antigaullisme

appartient à l'histoire des idées politiques contemporaines, il est impensable d'occulter ou de relativiser sa place, ses argumentaires, ses hérauts, ses batailles, son rôle – et sa pérennité. « L'histoire officielle, celle que l'on enseigne aux enfants et que l'on chuchote au peuple, est bien incertaine, rappelait en 1975 Olivier Guichard, l'un des grands “barons” du gaullisme. Aujourd'hui, elle nous dit que les trente-quatre années que nous venons de vivre se sont ordonnées autour de De Gaulle et de ses “situations”. Un jour, elle découvrira que le fil conducteur de cette époque, c'est l'antigaullisme¹. »

À toutes les étapes de sa vie, Charles de Gaulle s'est trouvé en butte à des oppositions : récusations de ses analyses, contestations de ses choix, hostilités à sa personne, condamnations plus ou moins vigoureuses de la part d'adversaires et même d'hommes qui ont été proches de lui. Tous se sont dressés contre lui, soit tout le temps, soit à certains moments. Le soutien que lui apportait une majorité de Français – à la Libération, en 1951 (lorsque le RPF – Rassemblement du peuple français – était le premier parti du pays), à son retour en 1958, puis lors des référendums de 1961 et 1962 – n'était jamais durable. « Tout le monde a été, est ou sera gaulliste » : le célèbre mot prêté à Malraux ne supporte pas d'être renversé. Tout le monde n'a pas été antigaulliste, peu de gens continuent de l'être aujourd'hui, mais, si elle n'a pas complètement disparu quatre-vingts ans après l'appel du 18 juin, l'espèce semble en voie de raréfaction. De tout temps, les gaullistes se sont vu reprocher leur ferveur. Les dictionnaires nous apprennent que le contraire de « ferveur » doit être recherché du côté de l'indifférence, de la tiédeur ou de la froideur. Des mots bien faibles pour qualifier l'état d'esprit des antigaullistes depuis les origines. À la lecture d'une littérature relevant souvent du délire, agacement, antipathie, hostilité semblent plus indiqués – ou mieux encore : aversion, exécration, détestation –, ou

encore : haine. « De tous les sentiments qu'un homme public peut provoquer chez ses contemporains, constate un gaulliste "historique" devenu un antigauilliste inexpiable, il n'en est point que de Gaulle n'ait suscité, depuis l'adoration dévote jusqu'aux extrémités de la haine². » De Gaulle n'a jamais songé à s'en étonner : « Appartenir à l'histoire, dira-t-il à Malraux, n'est-ce pas appartenir à la haine³ ? » De l'extrême gauche à l'extrême droite, en passant par la gauche, le centre et la droite, les antigauillistes ont volontiers repris à leur compte le cri de l'héroïne cornélienne : « De Gaulle, l'unique objet de mon ressentiment... » Et il est arrivé que ce cri soit poussé par des gaullistes repentis ou déçus, prêts à renier, à oublier le Général, ou, en sens inverse, à l'instrumentaliser au risque de « défendre de Gaulle contre de Gaulle », selon une formule de Maurice Clavel⁴.

Sous la loupe impitoyable de ses ennemis – une armée disparate mais extraordinairement agissante – et sur la base d'argumentaires variés, ses propos, ses écrits, ses actes n'ont cessé d'être décortiqués, discutés, déformés, condamnés.

Il est stupéfiant de constater à quel point les antigauillistes de tous les bords ont fait preuve d'acharnement. Depuis les injures des fanatiques jusqu'aux calomnies des politiques, ils ont tout essayé pour renverser la statue, briser une légende, détruire celui qui avait nourri le rêve insensé d'assumer la patrie écrasée, d'organiser le rassemblement de toutes les forces spirituelles et matérielles de la nation, de restaurer l'État, de redonner à la France un destin. Et lorsqu'on a vu que tout cela était inutile, on a fini par lui tirer dessus. C'était le dernier argument, le plus radical, le seul qui l'aurait empêché de parler et d'agir. On y a recouru plusieurs fois – sans succès. Rien ne l'a jamais fait dévier de sa route. Au contraire ! Dès 1927, il notait dans ses *Carnets* cette phrase de La Rochefoucauld : « Il y a des reproches qui louent. »

À leur manière – à leur insu –, les antigauillistes ont toujours concouru à la gloire du Général. Le 14 janvier 1963, en annonçant deux importantes décisions⁵, il ajoutait : « Il ne faut pas s'attendre, bien sûr, à ce que les professionnels de la nostalgie, du dénigrement, de l'aigreur renoncent, tout au moins pour le moment, à suer le fiel, à cracher la bile et à lâcher le vinaigre. » Une politique que personne ne discuterait serait suspecte : le but de l'homme d'État n'est pas d'être approuvé par tous, mais de servir l'intérêt supérieur. Imagine-t-on le cardinal de Richelieu recherchant l'assentiment des Français ?

L'appel du 18 juin peut être considéré comme l'acte fondateur de tous les antigauillismes. Condamné à mort par le régime de Vichy, Charles de Gaulle est inlassablement dénoncé par les collaborateurs de l'occupant comme un « mercenaire », un « agent de la City » ou le « fourrier des Juifs ». Il est contesté ou récusé par les mouvements de résistance, qui lui reprochent de méconnaître leurs problèmes ; par les émigrés de Grande-Bretagne et des États-Unis, qui le soupçonnent d'aspirer à la dictature ; par les communistes, qui commencent par ne pas vouloir choisir entre la « peste Pétain » et le « choléra de Gaulle », avant de lui disputer la légitimité ; par le général Giraud et ses partisans, qui prétendent instaurer leur pouvoir avec le soutien des Américains. Par la suite, les choses ne s'arrangent pas : une coalition de mécontents, structurée par les partis politiques renaissants, le contraint à quitter le pouvoir. Née malgré lui, la IV^e République découragera très efficacement ses tentatives de revenir aux affaires. La décrue électorale, puis la désagrégation du RPF, qui ne rassembla que des opposants ou des revenants, feront de Charles de Gaulle un solitaire occupé à écrire ses *Mémoires de guerre* et à rêver pour la France d'un autre destin. Trente ans plus tôt, dans un carnet personnel, il avait noté cette pensée d'Émile Faguet :

INTRODUCTION

« Le sentiment de solitude qui est la misère et la fierté des hommes supérieurs. »

L'émeute algéroise de mai 1958 sanctionne l'incapacité du régime à résoudre le problème algérien. La IV^e République se suicide⁶ ; de Gaulle revient. À gauche, on crie au « putsch », au « coup d'État » ; à droite, on le met en demeure d'imposer l'« Algérie française ». Il impose l'« Algérie algérienne », avec l'assentiment d'une écrasante majorité des Français, mais sans désarmer ses opposants de tous les bords – y compris ceux qui approuvent sa politique mais détestent sa personne. Il a contre lui les partis, les syndicats, les comités, les factions, les grands corps, les journaux, les intellectuels. Il ne s'en soucie pas, du moment qu'il a pour lui « la France » : « Rome, enfin, que je hais parce qu'elle t'honore ! » se lamente Camille⁷. Ce n'est pas l'assentiment des Français qu'il recherche, mais celui de « la France ». Le fiel, le vinaigre, la bile – et les balles – n'y changeront rien. Les événements de mai 1968 puis le référendum d'avril 1969 le contraignent à quitter le pouvoir pour la seconde fois. Il meurt l'année suivante, mais il demeure présent dans le débat politique et dans la mémoire collective. Gaullisme et antigauillisme, indéfectiblement liés, continueront longtemps de nourrir études, recherches, conversations, polémiques : « Ce sont d'abord les antigauillistes et les forces sur lesquelles ils s'appuient qui décident de l'actualité politique du gaullisme⁸ », remarque Henri Guaino, gardien du temple gaullien. De Gaulle ne se souciait pas de la postérité. Il ne se posait pas la question que tous ses successeurs se poseront : « L'histoire sera-t-elle avec moi ? » Il connaissait la réponse depuis longtemps.

TUER DE GAULLE

De tout temps et dans tous les pays, les souverains et les hommes d'État ont été les cibles privilégiées pour les causes les plus diverses : le ressentiment, la haine, le désir de vengeance, la volonté de changer le cours de l'histoire. Dès le début de son action publique, Charles de Gaulle ne fit pas exception à cette règle. De l'appel du 18 juin, qui faisait de lui un rebelle, à sa politique algérienne, il suscita les oppositions les plus déterminées et, à plusieurs reprises, des projets d'élimination physique. Tuer de Gaulle finit par devenir une obsession, l'alpha et l'oméga d'un programme, l'acte fondateur d'un ordre.

LE PISTOLET DU GOUVERNEUR SAUTOT

À Carlton Gardens, le jeudi 9 juillet 1942, Charles de Gaulle a une bonne raison d'être satisfait : après avoir longtemps tergiversé, les Américains viennent enfin de reconnaître le « Comité national français » comme le « symbole de la résistance française à l'Axe ». Le mémorandum adressé par le Département d'État énonce que les États-Unis sont résolus à « se concerter avec le Comité national français sur

toutes les questions ayant trait à la poursuite de la guerre » et qu'ils reconnaissent la contribution du général de Gaulle afin de « maintenir vivant l'esprit traditionnel de la France et de ses institutions » ; en outre, l'amiral Harold Stark, chef des opérations navales de l'US Navy, est désigné comme représentant du gouvernement de Washington auprès du Comité national français. C'en est donc fini de la complaisance qu'a montrée pendant près de deux ans le président Roosevelt envers le Maréchal et son régime. Le retour de Pierre Laval, en avril, a fort opportunément prouvé que le régime de Vichy était désormais, sans faux-fuyant, sans alibi fondé sur une prétendue résistance aux exigences allemandes, acquis à la collaboration sans réserve avec l'occupant nazi. La veille, de Gaulle a prononcé, en anglais, un discours à la BBC, destiné à être diffusé par la Columbia Broadcasting Corporation (CBS) à l'occasion de l'ouverture de la Semaine de la France Libre aux États-Unis, organisée à New York par l'importante association Freedom House. Un mois, jour pour jour, après que le haut fait d'armes de la brigade française libre de Koenig à Bir Hakeim a mis en sérieuse difficulté l'Afrikakorps de Rommel et permis aux Anglo-Saxons de comprendre que, désormais, la petite « France Libre » devait être considérée comme un allié non négligeable, comme un belligérant à part entière.

Le Général travaille à un bref discours qu'il prononcera à la BBC le 13 juillet, veille de la fête nationale, à l'intention de ses compatriotes de la zone non occupée, pour leur demander de pavoiser les maisons des villes et des villages aux trois couleurs, d'organiser des défilés et de chanter *La Marseillaise* : « Les drapeaux, c'est la fierté ! les défilés, c'est l'espoir ! *La Marseillaise*, c'est la fureur ! » s'écriera-t-il. Ce même 13 juillet, une grande nouvelle sera rendue publique : le gouvernement de Sa Majesté britannique

annoncera que le mouvement français libre sera désormais connu sous le nom de « France Combattante ». Ce changement indique que l'autorité du général de Gaulle et du Comité national s'étend désormais à tous les ressortissants et à tous les mouvements français en lutte contre l'Axe – en métropole comme dans les territoires ralliés à la France Libre.

Et pourtant, ce 9 juillet 1942, le Général est de méchante humeur.

Il a en effet rendez-vous avec Henri Sautot, le premier administrateur colonial à l'avoir rallié deux ans plus tôt, l'homme qui a réalisé le ralliement de la Nouvelle-Calédonie – une prise d'importance pour la France Libre dans les limbes, qui a valu à Sautot d'être reconnu comme un Compagnon de la Libération dès le 1^{er} août 1941. Aujourd'hui, il a des choses désagréables à lui dire et il devine que Sautot, un vieux Lorrain, bon vivant, rondouillard, mais impulsif et bourru, ne va pas se laisser faire. C'est un homme qui compte dans le mouvement : gouverneur de la Nouvelle-Calédonie – un « caillou » qui suscite les convoitises du Japon en raison de ses gisements de nickel et de son intérêt stratégique –, il est également membre du Conseil de défense de l'empire français et il traite directement avec les alliés de la France Libre dans le Pacifique sud : les Australiens, les Néo-Zélandais, et surtout les Américains, qui ont débarqué à Nouméa le 12 mars précédent. En août 1941, de Gaulle a nommé Georges Thierry d'Argenlieu haut-commissaire pour le Pacifique, avec les pleins pouvoirs civils et militaires et la mission de mettre en état de défense les territoires français du Pacifique menacés par l'expansionnisme japonais et par la volonté de l'amiral Jean Decoux, haut-commissaire en Indochine, de ramener l'île dans le giron de Vichy. D'Argenlieu est un de ses premiers et plus fidèles compagnons : il est le premier chancelier

de l'ordre de la Libération, créé le 16 novembre 1940, et il est l'un des douze membres du Comité national français, mis en place le 24 septembre 1941. Sautot a ressenti cette nomination comme une disgrâce et les relations entre les deux hommes se sont très vite gâtées, si bien que de Gaulle a décidé de le rappeler à Londres pour lui proposer un nouveau poste. Il y a mis les formes, en lui envoyant un télégramme chaleureux, mais Sautot est persuadé – non sans raison – que d'Argenlieu n'a cessé de le calomnier auprès du Général.

Il a embarqué le 7 mai à bord de l'avisos *Chevreuil*. Après un voyage épique, *via* la Nouvelle-Zélande, le canal de Panama, Washington et New York, il a pris à Montréal, le 7 juillet, un bombardier anglais qui l'a amené à Glasgow, d'où il a rejoint enfin Londres en train dans la soirée du 8 juillet. Ce long voyage de deux mois n'a pas arrangé son humeur, d'autant qu'à son arrivée, il n'y avait aucun fonctionnaire, aucun officier pour l'accueillir et pour lui indiquer un hôtel. Le lendemain matin, il fait remettre en état son unique costume de drap, quelque peu défraîchi, avant de se présenter à Carlton Gardens à 15 heures. Il est aimablement reçu par le commissaire aux Colonies René Pleven. « Savez-vous quelles sont les raisons de mon rappel ? » demande-t-il. Pleven ne veut pas se mouiller. Il lui répond par un petit sourire et un vieux dicton : « Lorsque deux chefs ne s'entendent pas, on les sépare. »

Sautot n'insiste pas : il a hâte de voir de Gaulle. Hélas, on lui apprend que le Général est occupé et qu'il lui fixera un rendez-vous ultérieurement. Il ne dit toujours rien, mais il est choqué : il vient du bout du monde, et de Gaulle n'a pas une minute pour le recevoir ! Il se remémore avec amertume les termes de la lettre que de Gaulle lui a adressée le 6 septembre précédent : « Vous êtes et demeurez le grand

Français libre du Pacifique, mon compagnon des premières heures, l'efficace et courageux Sautot. Je saurai faire qu'on le sache. » Ces belles paroles semblent n'être plus de saison. Sautot se rend dans le bureau de Maurice Schumann, au premier étage. Les harangues patriotiques du porte-parole de la France Libre sont très appréciées dans le Pacifique. Schumann l'accueille les bras ouverts ; visiblement, il n'est pas informé du sort que le Général réserve à son visiteur. « Vos admirables *broadcasts*, assure Sautot, ne manquent pas de reconforter nos populations. » Sautot s'apprête à prendre congé lorsqu'un planton le rejoint dans l'escalier : « Le général de Gaulle vous demande ! »

Le planton l'accompagne jusqu'au bureau du grand chef. Sautot ne refrène pas son émotion : il va enfin voir celui qui incarne le combat de la France contre les forces du mal depuis deux ans ! De Gaulle est debout devant son bureau, le visage fermé. Il lui tend la main. Sautot a préparé une formule qu'il récite mécaniquement : « Je suis fier, mon général, de vous apporter le salut et l'assurance du dévouement de la population de la Nouvelle-Calédonie... » La réponse fuse : « Oui, mais elle ferait bien de se tenir tranquille, la population de Nouvelle-Calédonie ! »

Sautot lui assure que c'est le cas. En vain : « Il en est un surtout, reprend de Gaulle, de plus en plus sec, qui ferait bien de nous ficher la paix, sans quoi ça pourrait lui coûter cher !

- Mais de qui parlez-vous, mon général ?
- Du capitaine Dubois ! »

Georges Dubois, un ingénieur-géomètre de Nouméa, a été un acteur-clé du ralliement de l'île à la France Libre. Commandant supérieur d'une « garde civique » très étoffée, il a soutenu activement la constitution du bataillon du Pacifique, et de Gaulle en a fait un Compagnon de la Libération le 11 février 1942. Très proche de Sautot, il s'est

opposé très violemment à d'Argenlieu, il l'a même fait arrêter durant quelques heures, ce que de Gaulle ne lui pardonne pas. Cette fois, Sautot donne libre cours à son indignation : « Sachez que Dubois est le plus pur de vos partisans, que c'est pour vous un véritable apôtre, qu'il se jetterait au feu et se ferait tuer pour vous, et c'est ainsi que vous le traitez ! Quels mensonges l'amiral maudit n'a-t-il pas dû vous dire pour vous avoir transformé ainsi vis-à-vis d'une population qui vous vénère comme un dieu ? Ah, si elle savait comment vous la traitez maintenant, elle vous tournerait le dos et vous maudirait... »

De Gaulle interrompt ce petit discours en annonçant à son visiteur qu'il le recevra plus longuement un autre jour. Sautot s'en va, ulcéré. Comment aurait-il pu imaginer que le chef des Français libres n'était, au fond, qu'un ingrat, capable d'une telle injustice ? Pourquoi accordait-il crédit à d'Argenlieu, ce monstre qui desservait la population la plus fidèle depuis les premiers jours au chef de la France Libre ? « De ce jour tragique, confiera-t-il, la foi et la confiance en de Gaulle sont mortes en moi. » C'est en cette minute précise qu'il prend une terrible résolution : de Gaulle doit disparaître ! Il était parti de Nouméa en emportant un pistolet dont il ne s'était jamais séparé depuis qu'il s'en était servi pendant la Grande Guerre pour tuer des Allemands. Il lui fallait absolument tuer de Gaulle pour lui faire payer l'injustice dont il était victime et pour éviter qu'à l'avenir, il prenne des décisions aussi désastreuses que celle consistant à se mettre à dos la population néo-calédonienne et à compromettre les intérêts de la France dans le Pacifique. Dans les jours suivants, à la demande de Pleven, il rédige un rapport sur la situation politique en Nouvelle-Calédonie et sur les événements qui ont précédé son rappel.

ILS DÉTESTAIENT DE GAULLE

| | |
|---|-----|
| <i>Les ambitions du général de La Laurencie</i> | 88 |
| <i>Le dernier combat des communistes</i> | 93 |
| <i>Les partis poussent de Gaulle à s'en aller</i> | 98 |
| <i>Une étrange proposition de Pierre Mendès France</i> | 101 |
| 4. DISCRÉDITER DE GAULLE..... | 105 |
| <i>Le colonel de Gaulle et les « requins »</i> | 106 |
| <i>« Adieu de Gaulle ! »</i> | 110 |
| <i>Les « collabos » ne désarment pas</i> | 119 |
| <i>« On annonce le fascisme »</i> | 125 |
| <i>La charge de Raymond Aron</i> | 132 |
| 5. RENIER DE GAULLE..... | 137 |
| <i>Scandale au club du Faubourg</i> | 137 |
| <i>Les deux cordes du colonel Rémy</i> | 140 |
| <i>Des Compagnons contre le RPF</i> | 146 |
| <i>Chirac contre l'héritage gaullien</i> | 152 |
| 6. COMBATTRE DE GAULLE..... | 163 |
| <i>Les Français de Londres contre de Gaulle</i> | 163 |
| <i>Des résistants contre de Gaulle</i> | 170 |
| <i>Un visiteur du soir à Colombey</i> | 175 |
| <i>Les agités d'Alger</i> | 179 |
| 7. BATTRE DE GAULLE..... | 187 |
| <i>Monnerville et le « Cartel des non »</i> | 187 |
| <i>« Monsieur X » contre le Général</i> | 196 |
| <i>Amère victoire</i> | 203 |
| <i>« Il y a des cactus ! »</i> | 206 |

TABLE

| | |
|---|-----|
| 8. CHASSER DE GAULLE..... | 211 |
| <i>La révolte des « bébés »</i> | 211 |
| <i>La victoire des « démons »</i> | 227 |
| 9. OUBLIER DE GAULLE..... | 237 |
| <i>Pompidou prend ses « résolutions »</i> | 237 |
| <i>Giscard veut tout changer</i> | 248 |
| <i>Le paradoxe de François Mitterrand</i> | 254 |
| 10. INSTRUMENTALISER DE GAULLE | 259 |
| <i>Les néo-gaullistes contre de Gaulle</i> | 260 |
| <i>Les illusions des poujadistes</i> | 265 |
| <i>Les Le Pen entre le Maréchal et le Général</i> | 268 |
| <i>Les définitions de Nicolas Sarkozy</i> | 273 |
| <i>François Hollande : entre la méfiance et le respect ...</i> | 278 |
| <i>Emmanuel Macron, « la version marketing du gaullisme »</i> | 281 |
| Conclusion. « Croissance du mythe »..... | 291 |
| Notes..... | 299 |
| Bibliographie sélective | 327 |
| Index des noms de personnes..... | 333 |